

## Accord-cadre à bon de commande mono-attributaire de fournitures courantes et de services

---











Fourniture, installation et montage de mobilier de bureau  
Appel d'offres ouvert

---

## Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

**Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guyane  
Espace Turenne Radamonthe,  
Route de Raban,  
97300 CAYENNE**

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre mono-attributaire de fournitures courantes et de services</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture, montage et installation de mobilier de bureau</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guyane Espace Turenne Radamonthe, Route de Raban, GF 97300 - CAYENNE</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Tous sites de la CGSS Guyane</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 2 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p>Tranches :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1.</b>	<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 2.</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1.	OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 2.	MODE DE PASSATION .....	4
ARTICLE 3.	DURÉE.....	4
ARTICLE 4.	ACCORD-CADRE .....	5
4.1.	TYPE D'ACCORD-CADRE .....	5
4.2.	RECONDUCTION .....	5
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
ARTICLE 6.	ASSURANCES .....	5
ARTICLE 7.	INTERVENANTS.....	5
7.1.	SOUS-TRAITANCE.....	5
7.2.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	6
<b>PARTIE 3.</b>	<b>PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 8.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	6
8.1.	CONTENU DU PRIX .....	6
8.2.	REVISIONS DES PRIX.....	7
ARTICLE 9.	AVANCE.....	7
ARTICLE 10.	RETENUE DE GARANTIE.....	7
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE PAIEMENT.....	8
11.1.	DELAI DE PAIEMENT .....	8
11.2.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
11.3.	FACTURATION .....	8
<b>PARTIE 4.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 12.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	9
ARTICLE 13.	DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<b>PARTIE 5.</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 14.	ADMISSION .....	10
ARTICLE 15.	DÉLAI DE GARANTIE .....	10
<b>PARTIE 6.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION .....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 16.	PÉNALITÉS .....	10
ARTICLE 17.	CAS DE RÉSILIATION .....	11
ARTICLE 18.	LIQUIDATION .....	11
ARTICLE 19.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	12
<b>ANNEXE 1</b>	<b>-CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES .....</b>	<b>13</b>

## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

## **PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **ARTICLE 1. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), concerne l'exécution de prestations de fourniture, montage, installation de mobilier de bureau, ainsi que la récupération de l'ancien mobilier de bureau (sur demande de la CGSS), destinés aux différents services de la CGSS Guyane.

Le lieu d'exécution du présent accord-cadre est constitué par un ensemble de sites situés à Cayenne, Kourou et Saint-Laurent du Maroni.

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

- **Lot 1** Mobilier de bureau divers – 800 000 € HT pour 4 ans
- **Lot 2** Sièges – 300 000 € HT pour 4 ans

Chaque lot constitue un contrat à part entière faisant l'objet d'un acte d'engagement distinct engageant respectivement chacun des Titulaires envers le Pouvoir adjudicateur.

### **ARTICLE 2. MODE DE PASSATION**

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conclu avec un montant maximum de 800 000 € HT pour le mobilier et 300 000 € HT pour les sièges de bureau, passé en application des articles L. 2125-1 et R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la commande publique.

Il est exécuté au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur, par l'émission de bons de commande, sans remise en concurrence.

Les bons de commande précisent, pour chaque prestation :

- La désignation et la quantité du mobilier commandé ;
- Le lieu de livraison et d'installation ;
- Le délai d'exécution applicable à la commande ;
- Le prix unitaire et le montant total hors taxes et toutes taxes comprises.

Le titulaire est tenu d'exécuter chaque commande dans les conditions techniques, financières et temporelles prévues au marché et précisées dans le bon de commande.

### **ARTICLE 3. DUREE**

#### **Pour l'ensemble des lots**

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois ferme renouvelable 3 fois.

#### Délai d'exécution :

Chaque bon de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre fixe les délais propres à la livraison, à l'installation et au montage du mobilier.

## **ARTICLE 4. ACCORD-CADRE**

### **4.1. Type d'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande de fournitures courantes et de services.

### **4.2. Reconduction**

Le marché est reconductible trois (3) fois, par périodes successives de douze (12) mois, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit (48) mois.

La reconduction est tacite. Le pouvoir adjudicateur notifie sa décision de non-reconduction au titulaire au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours. À défaut, le marché est reconduit automatiquement.

## **ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le cahier des clauses particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le mémoire technique du titulaire,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les actes spéciaux de sous-traitance (le cas échéant) et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

## **ARTICLE 6. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

## **ARTICLE 7. INTERVENANTS**

### **7.1. Sous-traitance**

#### **Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- ☐ La nature des prestations sous-traitées ;
- ☐ Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- ☐ Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- ☐ Les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- ☐ Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- ☐ Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- ☐ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

### **Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **7.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

## **PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT**

---

### **ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

#### **8.1. Contenu du prix**

Les prix sont réputés forfaitaires et comprennent toutes les charges fiscales ou autres, y compris :

- Les frais de conditionnement, de stockage, d'emballage ;
- Les frais d'assurance ;
- Les frais de transport jusqu'au lieu de livraison, installation incluse ;
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, y compris le montage et la mise en service ;
- Les marges pour risques et marges bénéficiaires.

L'absence de titre de transport administratif ou le retard de demande afférent incombe au titulaire. Tout ajournement ou rejet des prestations découlant de ces manquements est imputé au titulaire.

## **8.2. Révisions des prix**

Les prix du marché sont révisables annuellement, à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

La révision des prix s'effectuera conformément à la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (I1 / I0)$$

où :

- P0 = prix initial du catalogue ou du BPU (en vigueur à la date de notification du marché)
- P1 = prix révisé applicable à partir de la date anniversaire
- I0 = valeur de l'indice de référence au mois précédant la date de notification du marché
- I1 = valeur du même indice au mois précédant la date de révision

### **Indice de référence :**

L'indice retenu est l'indice INSEE « Fournitures de bureau », publié sous le code 010534738. En cas d'indisponibilité de cet indice, un indice de substitution ou un indice moyen pondéré de la même famille pourra être proposé par l'acheteur, après concertation avec le titulaire.

La demande de révision doit être transmise par écrit par le titulaire au moins 30 jours avant la date d'effet souhaitée, accompagnée d'un tableau comparatif entre P0 et P1, avec justificatif de l'évolution de l'indice (source INSEE ou autre organisme officiel).

Aucune révision rétroactive ne sera acceptée.

## **ARTICLE 9. AVANCE**

Conformément à l'article R.2191-3 à du Code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance pour chaque bon de commande supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 (deux) mois.

L'avance sera versé par l'acheteur membre du groupement de commande ayant émis le bon de commande concerné.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance, conformément à l'article R.2191-5 du Code de la commande publique.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le Titulaire ne sous-traite pas.

En application de l'article 11 du CCAG-FCS, l'option B est retenue.

- ⇒ Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du Code de la commande publique :
  - Le taux de l'avance est fixé à 30% en application du décret n°2022-1683 du 28/12/2022
- ⇒ Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à :

à 5% en application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser l'avance par écrit à la notification du bon de commande.

## **ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT

### 11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- La date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- La date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

### 11.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

**Nom** : Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guyane  
**SIRET** : 31519076900028

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Le montant total HT des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.



Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

---

## **PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### Forme des notifications et informations :

Les dispositions de l'article 3.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Modalités de computation des délais d'exécution des prestations :

Les dispositions de l'article 3.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- ☐ Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- ☐ La date et le numéro du marché ;
- ☐ La date et le numéro du bon de commande ;
- ☐ Le montant du bon de commande ;
- ☐ Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- ☐ Les lieux de livraison des prestations ;
- ☐ La nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

## PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

### ARTICLE 13. ADMISSION

#### Opérations de vérification :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Déroulement des opérations de vérification :

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Décisions après vérifications :

Les dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Admission :

Les dispositions de l'article 30.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Ajournement :

Les dispositions de l'article 30.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Réfaction :

Les dispositions de l'article 30.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Rejet :

Les dispositions de l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux :

Les dispositions de l'article 30.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Transfert de propriété :

Les dispositions de l'article 31 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### ARTICLE 14. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie minimale est de 3 ans à compter de la date d'effet de la réception.

## PARTIE 6. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

### ARTICLE 15. PENALITES

Type de pénalité	Objet	Montant proposé	Remarques
Pénalité de retard de livraison	Dépassement du délai fixé dans le bon de commande	0,5 % du montant HT / jour calendaire de retard	Plafond à 10 % du montant du bon de commande
Pénalité de non-conformité des produits	Produits livrés non conformes aux spécifications	100 € HT / article non conforme	Peut-être cumulé avec obligation de remplacement
Pénalité de retard d'installation/montage	Retard d'installation ou de mise en service	0,3 % du montant HT / jour de retard	Distinct de la pénalité de livraison
Pénalité de remplacement non effectué	Produit défectueux non remplacé dans le délai prévu	50 € HT / jour calendaire de retard (au-delà de 7 jours)	Assure la réactivité du SAV
Pénalité de manquement à la sécurité/sûreté	Risque ou non-respect des consignes de sécurité sur site	200 € / incident	Applicable en site sensible ou occupé
Pénalité de non-respect de la traçabilité	Absence de documents obligatoires (fiches	50 € / document manquant	Renforce les obligations documentaires

	techniques, BL...)		
<b>Pénalité environnementale</b>	Non-respect des engagements RSE (labels, écoconception)	80 € / produit non conforme aux engagements	Optionnelle si critère RSE valorisé

### Légende explicative sur les taux (%)

Les pénalités exprimées en pourcentage du montant HT (ex. 0,3 % ou 0,5 %) sont calculées sur le montant hors taxe du bon de commande concerné. Par exemple :

- Pour un bon de commande de 10 000 € HT, une pénalité de 0,5 % équivaut à 50 € par jour de retard,
- Une pénalité de 0,3 % correspond à 30 € par jour de retard sur ce même montant.

Ces taux permettent d'adapter proportionnellement la pénalité à l'importance financière du bon de commande.

## ARTICLE 16. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, l'acheteur peut également mettre fin à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général, sans que cette décision n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Seules les prestations exécutées, livrées et dûment acceptées à la date de la notification de la résiliation seront réglées. Aucune autre compensation ne pourra être réclamée.

### Résiliation pour événements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour événements liés au marché :

Les dispositions de l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour motif d'intérêt général :

Les dispositions de l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## ARTICLE 17. LIQUIDATION

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois

peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.  
La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre,

## **ARTICLE 18. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes:

### **Tribunal Administratif de Cayenne**

7 rue Victor Schœlcher

97300 CAYENNE

**Tél :** 05 94 25 49 70

**Télécopie :** 05 94 25 49 71

**Adresse internet (U.R.L) :** <http://www.justice.gouv.fr/>

#### Règlement à l'amiable :

Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Mémoire en réclamation :

Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Délai de notification de la décision :

Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage :

Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Délai de réclamation :

Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### ARTICLE 1. DEFINITIONS

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10.

Information : la sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

### ARTICLE 2. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

### ARTICLE 3. OBLIGATIONS DES PARTIES

#### 1. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

#### 2. Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

#### 3. Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

#### 4. Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

## **5. Données sensibles**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

## **6. Documentation et conformité**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

## **7. Recours à des sous-traitants ultérieurs**

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

## **ARTICLE 4 . ASSISTANCE AU RESPONSABLE DU TRAITEMENT**

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

## **ARTICLE 5 . NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

### **1. Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
  - o La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
  - o Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
  - o Les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

### **2. Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :



- Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

## **ARTICLE 6 . NON-RESPECT DES CLAUSES**

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- Le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.